

Nous avons dit aux Britanniques que cette industrie est tout particulièrement importante pour les collectivités éloignées et, souvent, pour les groupes à faible revenu, dont nos populations autochtones. Nous leur avons dit que cette industrie fournit plus de 100 000 emplois à l'économie canadienne et qu'elle génère 600 millions \$ en transactions commerciales. Nous leur avons aussi dit que 50 000 autochtones canadiens participent au commerce de la fourrure. Et nous avons gagné cette bataille. Nous l'avons gagnée avec un argument logique, avec une action politique de haut niveau et avec de la persévérance.

Mais cette bataille a été remplacée par une autre, cette fois avec la Communauté européenne, qui a aussi tenté d'imposer l'étiquetage des fourrures d'animaux capturés avec des pièges à patte. Le gouvernement du Canada a aussi gagné cette bataille en acceptant d'appliquer, d'ici à 1996, des normes et des méthodes visant à rendre le piégeage moins cruel.

Mais c'était une victoire temporaire. Car une échéance a maintenant été fixée. Je suis d'avis que la prospérité future de cette industrie dépend d'un effort sincère et concerté pour en venir à une entente sur ces normes avant 1996. Le Canada a ici une possibilité d'agir, et nous entendons l'exploiter activement. Nous exerçons un leadership mondial pour la recherche et le développement touchant les normes de piégeage non cruel. Nous présidons aussi le Comité technique 191 de l'Organisation internationale de normalisation. Ces activités et ces institutions nous permettent de nous préparer à répondre au défi posé par l'échéance de 1996.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du projet d'ensemble. Ceux d'entre vous qui font le commerce des fourrures dépendent intimement de ceux qui en font la récolte. En termes d'attitudes des consommateurs, cette relation deviendra de plus en plus étroite au cours des prochaines années. Les succès que remportera l'industrie de la fourrure dans la mise au point de normes et de méthodes de piégeage non cruel influenceront directement sur votre capacité à vendre les vêtements que vous fabriquerez avec ces fourrures. L'avenir des deux éléments de cette industrie dépendra à son tour d'un effort plus vaste qu'il faudra fournir pour convaincre les consommateurs et les autres pays que le piégeage peut représenter, à bien des égards, un bon exemple de développement durable.

"Le développement durable" constitue maintenant un cri de ralliement et un slogan partout dans le monde. Il évoque le principe du respect mutuel de l'environnement et de l'économie. Et pourtant, c'est justement sur ce principe que l'industrie de la fourrure a toujours fondé son activité. En fait, les trappeurs ont été les premiers défenseurs de l'environnement. Voilà la réalité fondamentale qu'il nous faut faire accepter par les critiques.

Il faut continuer à faire comprendre aux Canadiens - ainsi qu'aux autres peuples - qu'il s'agit d'un héritage vivant, que des dizaines de milliers de Canadiens dans le Nord, dont beaucoup sont défavorisés, dépendent de cette ressource renouvelable, que les trappeurs responsables sont également les défenseurs responsables de l'environnement, et que votre industrie illustre bien le principe du développement durable.